

fonctionnement dans leurs données sur les dépenses militaires². Pour ces pays, on obtient une meilleure idée des dépenses militaires totales en ajoutant la valeur des importations d'armes aux estimations existant sur les dépenses militaires.

Le degré de précision des données sur les importations d'armes n'est pas considéré comme étant particulièrement bon. Par « importations d'armes », on entend généralement des livraisons d'armes, et non pas des paiements d'armes. Donc, à partir du moment où la facture peut être réglée en des années différentes de celle où les armes ont été livrées, les chiffres peuvent donner une fausse idée du fardeau économique que les achats internationaux d'armes représentent dans une année quelconque. En outre, souvent les prix des armes ne rendent pas compte du coût de production, et le commerce de celles-ci est souvent facilité par des accords de troc ou d'autres ententes compensatoires. Il faut donc être prudent quand on compare entre elles les importations d'armes d'un pays donné au fil des années, puis les importations d'armes de différents pays dans une année donnée.

Qu'entend-on, au juste, par « dépenses excessives »?

Ce serait pratique s'il existait une limite facilement repérable au-delà de laquelle les dépenses militaires des pays en développement seraient considérées par tous comme étant excessives et nuisant au développement économique. Bien sûr, on ne pourrait exprimer une telle limite en termes absolus : elle devrait être proportionnelle à la taille de l'économie de chaque pays. Quand on applique le concept d'un maximum acceptable des dépenses militaires dans la réalité, il faut aussi prendre en compte les activités militaires des pays voisins de l'État en question et les besoins légitimes de chacun au chapitre de la gestion des conflits intérieurs. Il devient donc vite impossible de fixer un chiffre maximum d'application universelle, au-delà duquel les dépenses militaires ne sont plus acceptables.

Cela dit, le rapport entre les dépenses militaires et le développement économique mérite toujours notre attention. En 1992, les pays de l'OCDE ont versé ensemble environ 60 milliards de dollars américains au titre de l'aide publique au développement³. La même année, les dépenses militaires faites dans les pays du tiers

² L'Agence cite, à cet égard, l'Algérie, le Chili, Cuba, l'Équateur, l'Égypte, le Honduras, l'Iraq, l'Iran, la Libye et la Syrie. Voir U.S. Arms Control and Disarmament Agency, *World Military Expenditures and Arms Transfers, 1993-94*, Washington (D.C.), février 1995, p. 166.

³ Voir PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 1994*, Economica, Paris (France), p. 209.